

6.4. Etat d'avancement du Projet PBF/BDI/A-7

Entités des NU chargées de mise en œuvre : PNUD		Domaine Prioritaire : Paix et Gouvernance locale
Ministère de tutelle : Ministère de l'Intérieur et du Développement communal.		
Titre du projet	Appui à l'amélioration de la qualité des services publics locaux.	
Couverture géographique	Tout le pays	
Budget approuvé	USD 3,000.000	
Date d'approbation/NY	28 avril 2008	
Date de démarrage : 17 Juillet 2008	Date prévue pour la clôture : 30 Avril 2010	
Retard par rapport à la date initialement prévue pour la clôture : 9,5 mois	Commentaire sur le retard : la mise en place tardive de l'unité de gestion, l'attribution tardive des marchés de construction ainsi que plusieurs relances d'appel d'offres pour le recrutement des agences et des consultants sont à l'origine de 9,5 mois de retard.	

Réalisations quantitatives par rapport aux objectifs et aux résultats

Résultats attendus	Activités prévues	Principales réalisations et leur impact
Résultat 1: La clarification des rôles et responsabilités des acteurs de la décentralisation.	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des ateliers communaux. • Appui à l'association des élues locales. • Formation des professionnels des médias et les organisations de la société civile. 	<ul style="list-style-type: none"> • Des ateliers communaux pour la clarification des rôles et responsabilités des acteurs de la décentralisation ont été organisés dans 67 communes du pays. Le nombre total de participants est de 1487, soit un taux de participation moyen de 96% (27% de femmes). • 8 ateliers provinciaux sur la clarification des rôles et responsabilités ont été organisés. • Dans le cadre de la campagne de sensibilisation sur les rôles et responsabilités des acteurs de la décentralisation, deux formations (destinées aux professionnels des médias et aux organisations de la société civile) ont été organisées. • Les formations sur le leadership et le développement personnel au profit des élues locales des provinces ont été finalisées. • Le projet a contribué à l'organisation du lancement officiel de l'Association Burundaise des Elus Locaux (ABELO) à Bubanza le 27 novembre 2009 et a la mise en place du Comité exécutif des élues locales composé de 6 femmes.
Résultat 2 : Le renforcement des capacités des services d'état civil.	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation des formations en gestion des données d'état civil. • Sensibilisation des administrateurs communaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation en gestion des données d'état civil en faveur de 850 participants à travers tout le pays, dont 17 contrôleurs provinciaux d'état civil, 129 officiers adjoints, 452 agents d'état civil et 252 membres de la société civile; cette formation a été clôturée le 04 décembre 2009. • L'élaboration du guide de l'état civil est en cours de finalisation ; le rapport provisoire est en cours de validation. • Une étude sur la redynamisation et la réorganisation des services d'état civil est en cours de validation. • Une étude de faisabilité sur l'archivage numérique des données d'état civil a été finalisée. • Le projet vient d'appuyer le ministère de l'intérieur pour réunir tous les administrateurs communaux, en vue de sensibiliser tous les officiers d'état civil sur la redynamisation des documents

Résultats attendus	Activités prévues	Principales réalisations et leur impact
		d'état civil et sur leurs grandes responsabilités dans la gestion des services d'état civil en général. L'activité a été clôturée par une remise aux communes du matériel de classement des documents d'état civil.
Résultat 3 : Construction et réhabilitation des 19 bureaux communaux.	<ul style="list-style-type: none"> Suivi régulier de l'état d'avancement des travaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Une équipe conjointe composée des représentants du Projet BDI/A-7, ceux du Ministère de l'Intérieur, en collaboration avec le centre des services du PNUD a réalisé dans les provinces et toutes les communes concernées, des visites techniques de suivi pour apprécier l'état d'avancement des travaux et procéder à la réception provisoire des travaux. 16 bureaux sur 19 ont été réhabilités et réceptionnés dans 8 provinces.
Taux d'exécution budgétaire : 81, 60 %		
Les contraintes majeures : <ul style="list-style-type: none"> Le retard dans la réhabilitation et les équipements des bureaux communaux a engendré la demande de prolongation. La demande supplémentaire pour la multiplication du recueil de textes sur la décentralisation en Kirundi (3000 exemplaires) et en français (4000 exemplaires) dont la publication dépend de la publication de la loi communale. 		
Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats : <p>La bonne compréhension des rôles et responsabilités a permis de créer et d'entretenir un climat de détente au sein des Conseils communaux. Grâce aux différentes formations et aux efforts de communication, les prestations d'état civil ont déjà été améliorées dans certaines communes. Le développement des synergies avec les autres intervenants en matière de décentralisation a permis de capitaliser les expériences. Douze intervenants se réunissent régulièrement pour évaluer l'état d'avancement sur le terrain et échanger les expériences. Afin d'assurer un impact maximal du projet et l'obtention de résultats visibles et mesurables, des réflexions sont en cours pour capitaliser les meilleures leçons apprises dans la décentralisation et la gouvernance locale.</p>		
Prochaines étapes : <ul style="list-style-type: none"> Organiser l'atelier national de synthèse sur les rôles et responsabilités des acteurs de la décentralisation, Impression du guide de l' élu local, du recueil de textes sur la décentralisation en français et en kirundi, Production des supports médiatiques, Impression et distribution du guide de l'état civil, formation et remise des équipements informatiques, Remise officielle des bureaux communaux et organisation de « Journées communales portes ouvertes, Remise des équipements mobiliers des bureaux communaux en cours de commande. 		